



Le microcrédit personnel accompagné

Comme suite à l'annonce de la FBF (Fédération bancaire française), un nouveau dispositif national destiné à favoriser l'accès au crédit des personnes non éligibles à un financement classique va être mis en place. Il est dénommé microcrédit accompagné (MCA).

Le MCA financera des projets permettant l'accès, le maintien ou le retour à l'emploi ou la réalisation de projets d'insertion sociale. Les emprunteurs devront bénéficier d'un accompagnement social pendant toute la durée de l'opération ; l'accompagnateur sera l'intermédiaire entre l'emprunteur et la banque.

La FBF a élaboré les principes du MCA auxquels adhèrent tous les grands groupes bancaires et qu'elle proposera aux acteurs sociaux (associations ou secteur public). Ces principes définissent le fonctionnement de ce nouveau produit (population cible, rôle de l'accompagnement, mise en œuvre...).

Un responsable MCA a été désigné à la FBF ; il est chargé de la mise en place de ce dispositif en coordination avec les groupes bancaires chacun représentés par un correspondant MCA. Celui-ci participera aux travaux de la profession et définira la politique et l'offre de son établissement.

L'objectif visé pour juin 2010 est qu'au moins un groupe bancaire dans chaque département soit en mesure de proposer en liaison avec les acteurs sociaux locaux une offre de microcrédit accompagné.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du second semestre 2009, 447 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une hausse de 8 % par rapport au premier semestre 2009. Les coupures de 20 euros représentent 44 % des contrefaçons détectées. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent plus de 97 % du total des contrefaçons.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation était en moyenne de 12,8 milliards au second semestre 2009.

Médiation du crédit aux entreprises

La Médiation du crédit aux entreprises a contribué depuis son lancement en novembre 2008 à conforter près de 9 025 entreprises dans leur activité ; 1,97 milliard d'euros de crédit ont été débloqués, hors écrasement de dettes, et 175 741 emplois ont été préservés.

Au mois de décembre 2009, la Médiation du crédit a reçu 822 dossiers portant à 20 491 le nombre de dossiers déposés en médiation. Sur ce nombre, 16 904 dossiers (82 % du total) ont été pris en charge par les équipes de médiation. En données cumulées, 14 194 dossiers (84 % des dossiers éligibles) sont désormais instruits et clôturés et le taux de médiation réussie reste stable à 64 %.

Publications au Journal Officiel de la République

1 - Fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance

L'ordonnance n° 2010-76 du 21 janvier 2010 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance a été publiée au Journal Officiel du 22 janvier 2010.

2 - Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Le décret n° 2010-69 du 18 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a été publié au Journal Officiel du 20 janvier 2010.

3 - Instruments financiers et assurance sur la vie

Le décret n° 2010-40 du 11 janvier 2010 relatif aux conventions entre producteurs et distributeurs en matière de commercialisation d'instruments financiers et de produits d'assurance sur la vie a été publié au Journal Officiel du 13 janvier 2010.

LODEOM : communiqués du ministère de l'Outre-mer

1 - Exonération des charges sociales

Le ministère de l'Outre-mer a annoncé, en accord avec le ministère du Budget, des Comptes, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, l'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010 du nouveau dispositif d'exonération dégressive des charges sociales issu de la LODEOM (loi pour le développement économiques des outre-mer).

2 - Conseil interministériel de l'outre-mer

Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer, a présenté le 12 janvier 2010 l'état d'avancement de la mise en œuvre des décisions du premier Conseil interministériel de l'outre-mer du 6 novembre 2009 sur les trois thématiques : prix et concurrence, productions locales et développement endogène, grands projets structurants.

Le dossier est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?mise-en-oeuvre-des-decisions-du-premier-conseil-interministeriel-de-l.html>

3 - « Pôle Outre-mer » à Bruxelles

Dans le cadre des décisions du premier Conseil interministériel de l'outre-mer, un « pôle outre-mer » a été mis en place au début de l'année 2010 au sein de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne. Ce « pôle » sera chargé de gérer directement les dossiers les plus importants relatifs à l'outre-mer, de coordonner les dossiers ultramarins traités par les autres diplomates de la Représentation permanente, de faciliter les contacts des parlementaires et des présidents des collectivités de l'outre-mer auprès des institutions européennes.

4 - Aide à la rénovation hôtelière

Le décret n° 2010-89 du 22 janvier 2010 pour l'aide à la rénovation des hôtels situés dans les départements d'outre-mer, à Mayotte, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon a été publié au Journal Officiel de la République du 24 janvier 2010.

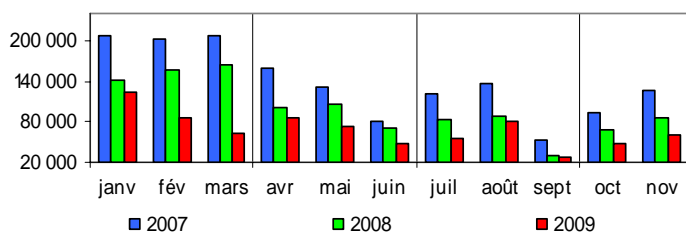
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Début de haute saison touristique : l'activité reste basse

Selon les chiffres de l'INSEE, la fréquentation hôtelière reste atone pour le mois de novembre : le taux d'occupation des hôtels (47 %) chute de 14 points sur un an, en lien avec la baisse du nombre de nuitées à 61 000 (contre 85 000 en 2008 et 126 000 en 2007), alors que le nombre mensuel de chambres offertes est stable par rapport à 2008 (92 000).

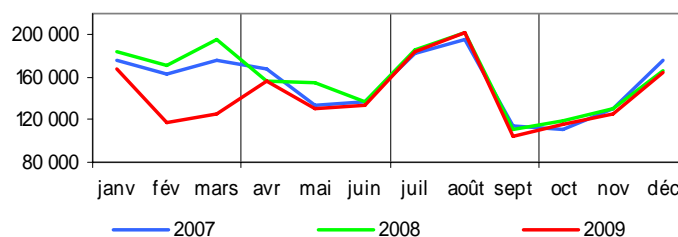
A fin décembre, le nombre de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbe (hors transit) pour 2009 est relativement stable (-0,9 %) par rapport au trafic observé en 2008 mais reste bien en deçà des résultats de 2007 à la même période (-6,3 %). Le bilan de l'année demeure médiocre, du fait de la chute d'activité induite par les mouvements sociaux début 2009. Au total, le nombre de mouvements d'avions diminue de 14,5 % par rapport à 2008, et le trafic de passagers enregistre un repli marqué de 9,6 %, soit 182 455 passagers de moins que l'année précédente.

Evolution du nombre de nuitées



Source : INSEE

Evolution du trafic passagers hors transit

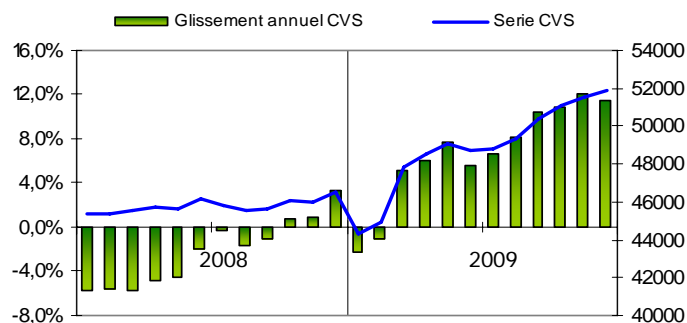


Source : Aéroport Pôle Caraïbes

Ralentissement de la dégradation du marché de l'emploi

A fin décembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 51 850 en Guadeloupe et dans les Iles du Nord, soit une hausse de 0,7 % par rapport à novembre et de 11,5 % sur un an. La croissance du nombre de demandeurs d'emploi sur un an ralentit pour la première fois depuis le mois de juin 2009. Cette décélération est toutefois moins marquée que celle observée en France métropolitaine depuis plusieurs mois, ainsi qu'en Guyane à fin décembre.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A

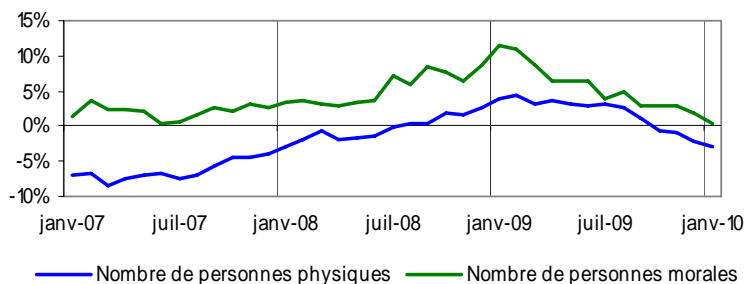


Source : DTEFP

Stabilisation des indicateurs de vulnérabilité

Le nombre de personnes morales en interdit bancaire dont la croissance s'est ralentie au cours de l'année 2009 se stabilise sur un an au mois de janvier 2010 (3 017). Après s'être inscrit en hausse sur un an pour la première fois depuis 5 ans au cours du premier semestre 2009, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire (23 202) poursuit sa baisse en glissement annuel (-3 %) pour le quatrième mois consécutif.

Evolution du nombre de personnes physiques et morales en interdit bancaire (glissement annuel)



Source : IEDOM

Parallèlement, le nombre de dossiers de surendettement déposés à l'IEDOM reste constant par rapport aux mois précédents, mais est en nette diminution par rapport à la même période en 2008 (-22 %) et en 2007 (-17 %).

Enfin, les incidents de paiement sur effets de commerce dont le montant total a progressivement augmenté depuis juin 2009 enregistrent une forte diminution tant en valeur qu'en volume à fin janvier 2010 (en variation mensuelle et en glissement annuel).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Médiation renforcée du crédit pour le secteur du tourisme aux Antilles

Instauré dans le cadre du Conseil Interministériel de l'Outre-mer, la première réunion de médiation du crédit renforcée pour le secteur touristique s'est tenue le 27 janvier en Guadeloupe. Les grands principes du dispositif de médiation ont été rappelés et le point a été fait sur certaines difficultés rencontrées par le secteur du tourisme. A l'issue de la séance, il a été acté la mise en œuvre d'actions de communication pour informer davantage sur le dispositif de médiation du crédit, la constitution d'une cellule spécifique qui se chargera du suivi et de l'accompagnement de la filière, l'élaboration de statistiques mensuelles de médiation spécifiques au secteur, et la tenue de réunions périodiques de ce comité de suivi du secteur du tourisme pour améliorer l'orientation des entreprises.

Réunion d'installation du Groupement d'intervention régional de la concurrence (GIRC) en Guadeloupe

Créé lors du premier conseil interministériel de l'Outre-mer, le GIRC a pour objectif d'accroître la vigilance de l'Etat sur les distorsions de concurrence et les mécanismes de formation des prix. M. Fabre, préfet de région, a procédé à l'installation du GIRC le 26 janvier 2010. Sous la direction de M. Tibilan, directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, trois enquêtes prioritaires seront effectuées en 2010 (les pratiques commerciales dans la grande distribution; la formation des prix des produits importés; et les délais de paiement entre professionnels).

Mise en eau terminée pour le barrage de Dumanoir à Capesterre-Belle-Eau

Après plus de 30 mois de travaux, le barrage de Dumanoir est opérationnel depuis fin janvier. 34 millions d'euros auront été nécessaires pour construire cette retenue d'eau d'une capacité de stockage de 630 000 m³. Cet ouvrage vient renforcer les infrastructures déjà présentes en Guadeloupe pour pallier l'inadéquation spatiale et temporelle entre les besoins et les ressources mobilisables en eau de l'archipel.

Rapport sur le secteur des communications électroniques en outre-mer

Selon le rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) publié début 2010, l'enjeu principal du désenclavement numérique en outre-mer réside dans le développement des offres d'accès internet à haut débit. En effet, alors que l'accès à un service de téléphonie fixe est assuré à un prix abordable sur l'ensemble du territoire national et que les marchés de la téléphonie mobile en outre-mer sont caractérisés par une dynamique concurrentielle accrue par rapport à la métropole, les offres d'accès internet à haut débit restent globalement plus onéreuses que dans l'hexagone, pour un niveau de service moindre. Plusieurs facteurs explicatifs et recommandations sont évoqués.

Plus d'informations sur : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/rapport-dom-080110.pdf

ACTUALITE REGIONALE

Elan de solidarité en Guadeloupe en faveur des victimes du séisme en Haïti

Suite au séisme du 12 janvier 2010 en Haïti, un comité opérationnel technique a été créé en Guadeloupe à l'initiative de l'Etat, du département et de la région pour coordonner et recenser les nombreuses actions en faveur des victimes. L'aide apportée aux sinistrés s'est traduite sous des formes variées (dons en nature, engagements financiers, support logistique...). Une conférence internationale sur l'aide à la reconstruction d'Haïti se tiendra au siège des Nations-Unies au mois de mars.

Plus d'informations sur <http://www.solidariteguadeloupehaiti.com/>

PRINCIPAUX INDICATEURS

		Données brutes	Var. Mens.	Gliss. Ann.	
REFERENCE	Indice des Prix à la consommation - Novembre 2009	119,8	0,3%	-0,6%	
	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Décembre 2009	51 850	0,7%	11,5%	
	Commerce extérieur - chiffres provisoires				
	Exportations - (millions €) - Décembre 2009	8,7	27,1%	-13,6%	
	- Cumul annuel	138,6	-	-14,2%	
	Importations - (millions €) - Décembre 2009	204,8	30,7%	-4,2%	
	- Cumul annuel	1 798,4	-	-23,7%	
	Consommation d'électricité - GWh - Décembre 2009	148,2	0,0%	5,9%	
- Cumul annuel	1 686,8	-	1,6%		
Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Décembre 2009	38,1	3,9%	11,4%		
- Cumul annuel	436,2	-	-1,9%		
VULNERA - BILITE	- Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Janvier 2010	23 202	0,5%	-3,0%	
	- Nombre de dossiers de surendettement déposés - Janvier 2010	25	0,0%	31,6%	
	- Incidents de paiement				
	- Montant en milliers €	1 257,2	-31,8%	-6,4%	
	sur effet - Janvier 2010	107	-24,1%	-32,7%	
- Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Janvier 2010	451	7,6%	-11,6%		
SECTEURS D'ACTIVITE	TRANSPORTS	Trafic aéroportuaire			
		Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Décembre 2009	164 563	30,6%	-0,9%
		- Cumul annuel	1 727 978	-	-9,6%
	Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Décembre 2009	2 284	10,0%	-6,4%	
	- Cumul annuel	25 608	-	-14,5%	
	Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires				
	- Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Novembre 2009	2 581 570	-	-15,9%	
	- Nombre de passagers (entrées + sorties) - Novembre 2009	651 640	-	-9,8%	
	Automobile				
	Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Novembre 2009	1 055	12,7%	12,8%	
	- Cumul annuel	12 109	-	-7,3%	
	Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Novembre 2009	188	-13,4%	-21,3%	
	- Cumul annuel	2 558	-	-14,4%	
BTP	Consommation globale de ciment (tonnes) - Janvier 2010	18 567	-5,2%	19,8%	
AGRI.	Exportations de bananes (tonnes) - Novembre 2009	5 133	-30,8%	25,7%	
	- Cumul annuel	48 723	-	18,3%	

Sources : INSEE, DTEFP, Direction régionale des Douanes, EDF, IEDOM, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes, Port Autonome de Guadeloupe, Commissariat général au Développement Durable, Lafarge Ciments Antillais, DDCCRF.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

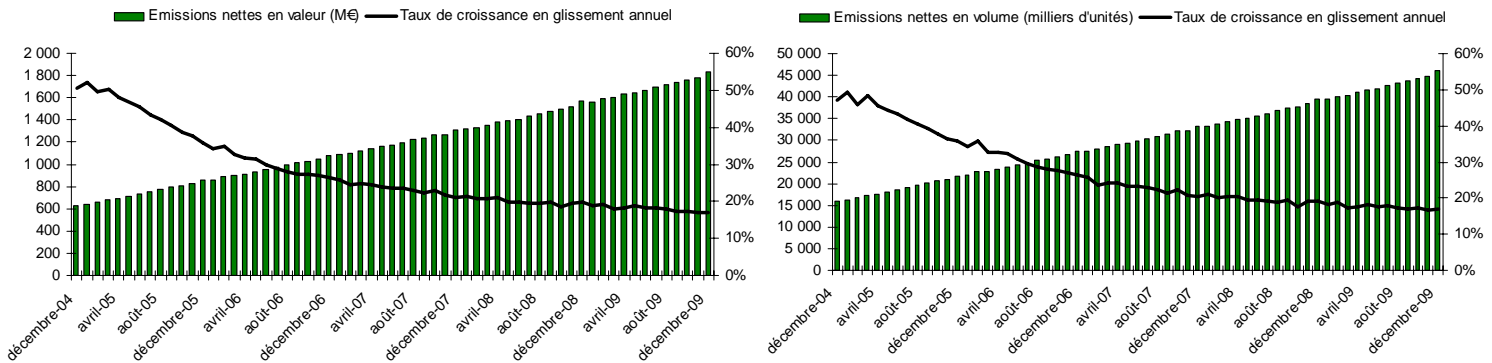
Circulation fiduciaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours dans la zone euro. Au 31 décembre 2009, les mouvements de prélèvements et de versements de billets par la clientèle font apparaître un solde se chiffrant à 46,2 millions de billets (équivalent à 1 829 millions d'€), soit une émission nette cumulée depuis l'introduction de l'euro toujours en forte progression mais qui tend à se ralentir (+16,8 % sur un an contre + 19,2 % à fin décembre 2008, et 20,4 % deux ans plus tôt). Ce phénomène est corroboré notamment par le tassement du nombre de billets délivrés par l'IEDOM.

La circulation nette des coupures de 50 € et 100 € enregistre la plus forte hausse (+21,5 % et +17,5 % sur un an), le billet de 20 € restant la coupure la plus utilisée dans le département, représentant près de la moitié des émissions nettes en volume (pour 24,4 % du total en valeur). La valeur moyenne du billet en circulation dans la zone reste stable, et s'établit à 39,6 €.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de **pièces métalliques** en euros. Au 31 décembre 2009, l'émission nette cumulée de pièces s'élevait à 45,7 millions de pièces euros pour une valeur de 7,9 millions d'€, soit une augmentation de 9,3 % sur un an (contre + 12,1 % à fin décembre 2008). Les pièces de 1 et 2 centimes, dont le taux de retour est très faible, représentent 51,3 % du total en volume, pour 4,3 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2 € qui ne représentent que 3,6 % du volume total, atteignent 41,6 % de la valeur totale.

Emissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Evolution statutaire

La consultation populaire sur l'évolution statutaire de la Guyane a eu lieu les 10 et 24 janvier 2010. Dans un premier temps, les électeurs ont rejeté à une forte majorité (69,8 %) le passage au régime prévu par l'article 74 de la Constitution (avec un taux de participation de 48,2 %). Dans un second temps, ils ont accepté le passage à une collectivité unique toujours régie par l'article 73 de la Constitution (57,5 %). L'abstention a été de 72 % lors de ce deuxième scrutin. Prenant note du résultat, le gouvernement a fait savoir qu'il engagera cette année une concertation avec les élus afin de préparer la loi organique qui fixera l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle collectivité unique. Ce projet de loi sera présenté devant le Parlement avant la fin de l'année 2010.

Visite du ministre de l'Éducation nationale

Les 28 et 29 janvier 2010, le Ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, s'est rendu en Guyane. Lors de sa visite, il a annoncé la pérennisation de postes d'intervenants en langue maternelle, qui assistent les professeurs dans les classes passerelles, auprès d'enfants ne parlant pas français. Il a aussi labellisé « Internat d'excellence » le projet du collège de Maripasoula, destiné à favoriser les élèves pour lesquels un potentiel a été détecté, mais qui ne jouissent pas de conditions matérielles suffisantes dans leur famille. Ce collège devrait ouvrir ses portes début septembre 2010.

Spatial

Arianespace prévoit 7 tirs de fusée Ariane 5 en 2010, un nombre de lancements équivalent à celui de 2009. Le premier lancement devrait avoir lieu le 24 mars avec la mise sur orbite de deux satellites de télécommunications Astra 3B pour l'opérateur luxembourgeois SES et Comsat W2 pour le ministère allemand de la Défense. Ariane 5 lancera cette année le second ATV, « Johannes Kepler », ravitailleur européen de la Station Spatiale Internationale. Arianespace a signé le contrat de lancement des 10 premiers satellites du programme européen de géolocalisation par satellite (Galileo). A compter de décembre 2012, ils seront lancés deux par deux en utilisant des lanceurs Soyuz depuis Kourou. Les satellites seront construits par l'allemand OHB et le britannique Surrey Satellite Technology. Le groupe européen lancera aussi les quatre premiers satellites opérationnels de la constellation Galileo dans le cadre du programme « IOV » (In Orbit Validation).

Trois Soyuz devraient décoller du Centre Spatial Guyanais au cours de l'année, avec un objectif de premier lancement mi 2010. Quant à Vega, le lanceur de petite capacité, le premier tir devrait avoir lieu en fin d'année 2010.

En 2009, Arianespace est resté numéro un du secteur en réalisant un chiffre d'affaires de 1,04 milliards d'€, contre 950 millions d'€ en 2008.

Emploi

Les premières études du dernier recensement réalisé par l'INSEE en 2006 sont consacrées à l'emploi. Il en ressort un important déficit d'emplois en Guyane (44 % de la population de 15 à 64 ans a un emploi contre 60 % en métropole), avec notamment un besoin de cadres et de cadres supérieurs. Cette demande est compensée partiellement par une forte attractivité de la Guyane: 20 % des emplois sont occupés par des personnes sur le territoire depuis moins de 5 ans (contre près de 8 % aux Antilles et 13,4 % en France métropolitaine). L'industrie génère 11 % des emplois en Guyane, dont un tiers relevant du secteur aurifère. 65 % des emplois sont localisés dans la zone de Cayenne, 19 % dans celle de Saint-Laurent du Maroni et 16 % dans celle de Kourou.

Pour plus d'informations : http://insee.fr/fr/insee_regions/guadeloupe/themes/antiane/AE72/AE72.pdf

Mouvement socioprofessionnel

Le 28 janvier 2010, les transporteurs routiers de marchandises ont bloqué les ronds points permettant l'accès à Cayenne, en protestation face aux difficultés provoquées par l'emprunt de la déviation (via la RD 5) suite à la fermeture du pont du Larivot depuis le 24 novembre 2009. Les travaux de réparation du pont, qui n'ont débuté que le 22 décembre 2009, devraient s'achever début avril 2010.

Cette solution de contournement entraîne un allongement du parcours de 80 km ayant des effets directs sur le temps de travail des chauffeurs, l'usure des véhicules et les dépenses liées aux carburants. Les barrages ont été levés le 29 janvier 2010 au soir, après qu'un accord ait été trouvé avec le préfet. Celui-ci stipule que :

- les prélèvements des dettes fiscales et sociales des mois de novembre 2009 à juin 2010 sont suspendus sur demande. Un moratoire de paiement des cotisations pourra être établi individuellement à compter du 1^{er} juillet 2010 ;
- une dérogation à la durée hebdomadaire maximale du travail peut être envisagée ;
- l'indemnisation des heures de l'activité partielle se fera de manière souple ;
- la mesure du Prêt à Taux Zéro dans le cadre du plan CO.RAIL (Contrat de reprise d'activité et d'initiative locale) est élargie aux entreprises du secteur qui en font la demande ;
- l'accès aux financements bancaires avec la garantie OSEO devrait être facilité ;
- les conditions de fonctionnement de la barge de transport devront être améliorées afin de permettre une augmentation du nombre de rotations ;
- les pertes d'exploitation (sur la période pendant laquelle les barges n'étaient pas disponibles) seront indemnisées si les situations des transporteurs sont évaluées et les préjudices chiffrés. Une mission d'experts s'est rendue sur place début février afin d'estimer les surcoûts réels subis.

ACTUALITES REGIONALES

Suriname

L'AFD, qui a annoncé l'ouverture d'un bureau à Paramaribo, a accordé un prêt de 15 millions d'€ au Ministère de la Santé du Suriname pour la construction et la réhabilitation de centres hospitaliers et de centres de santé. Ce dernier vient de lancer une consultation pour équiper à court terme 30 centres de premiers soins et 4 hôpitaux, ainsi que pour la gestion des déchets médicaux. L'objectif est de garantir que l'ensemble des bâtiments, structures, matériels et équipements sont fournis en accord soit avec les règles nationales, soit avec les règles internationales relatives à la gestion des déchets médicaux.

Le ministre des Affaires étrangères du Suriname a confirmé la volonté de son pays d'élargir les relations avec Cuba. Cuba contribue déjà au développement du Suriname et à la couverture du service de santé par le biais de formation à moindre coût pour certains étudiants surinamiens issus de familles défavorisées. Une ambassade a également été ouverte à La Havane.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (hors tabac) – novembre 2009 (Indice base 100 : année 1998)	119,2	0,0 % -1,0 %
Emploi (Sources : DDTEFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM1) - décembre 2009 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – décembre 2009	13 473 6 082	- 2,3 % + 2,2 % + 14,1 % + 17,3 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - novembre 2009 Cumul 2009 des prestations nettes versées	10 858 58,8 M€	+ 0,7 % -3,1 % - 1,3 %
Commerce extérieur (Source : Douane)*	Exportations – décembre 2009 Cumul 2009 Importations - décembre 2009 Taux de couverture - décembre 2009	6,5 M€ 119,7 M€ 87,1 M€ 944,7 M€ 12,7 %	- 67,2 % + 19,4 % - 4,9 % - 52,6 % - 10,4 % + 3,2 point

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Espace (Source : Arianespace)	Tirs effectués – cumul à fin décembre 2009 Rappel cumul 2008	7 tirs Ariane 5 (12 satellites) 6 tirs Ariane 5 pour 10 satellites
Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)*	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2009) Cumul année 2008 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin juin 2009)*	7 048 tonnes (- 17,8 % sur un an) 9 305 tonnes (- 6,9 % sur un an) 3 285 tonnes (+ 203,4 % sur un an) pour 1,5 M€ (+ 248,1 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – décembre 2009 Cumul à fin décembre 2009	4 942 tonnes (- 43,5 % sur un an) 80 701 tonnes (- 17,2 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2009) Exportations de crevettes (cumul à fin décembre 2009)	1 019,0 tonnes (- 13,6 % sur un an) 1075,7 tonnes (- 10,6 % sur un an)
Or (Source : Douane)*	Exportations (cumul à fin décembre 2009)	25,3 M€ (- 29,2 %)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2009)	84 271 m ³ (+ 18,2 % sur un an)

* Données provisoires

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Tourisme : une conjoncture défavorable en 2009 ...

Le secteur du tourisme a souffert de la crise en 2009. Le nombre de passagers à l'aéroport (1 495 209) se replie de 4,9 % sur l'année. Cette diminution plus accentuée que celle du trafic passager international (-3,5 %)¹, a été toutefois limitée dans son ampleur par des offres tarifaires.

Parallèlement, 61 046 croisiéristes ont fait escale à la Martinique en 2009, soit une chute de 30% sur un an. La reprise de l'activité de croisière au 4^e trimestre (45 bateaux contre 34 au 4^{ème} trimestre 2008), n'aura pas permis de rattraper le retard pris pendant les blocages du début d'année et d'atteindre l'objectif de 100 000 passagers que s'étaient fixés les professionnels pour 2009. En aval du secteur, les entreprises qui bénéficient traditionnellement de ce flux, (artisans taxis, restaurateurs, ...) ont également été touchées par cette baisse d'activité.

Au niveau de l'hôtellerie, la situation n'est guère plus favorable. A fin novembre 2009, le taux d'occupation s'affiche à 49 % contre 58,6 % un an plus tôt et le nombre de nuitées se replie de -23,4 % sur un an. La baisse des taux d'occupation, déjà rencontrée en 2008 (- 5 points), fragilise la situation financière des entreprises hôtelières. En Métropole, le principal indicateur économique du secteur, appelé RevPAR (combinaison du taux d'occupation des chambres et de leur prix moyen), est en baisse de 8,5 % toutes catégories d'hôtels confondues.

... un dispositif d'accompagnement des entreprises se met en place.

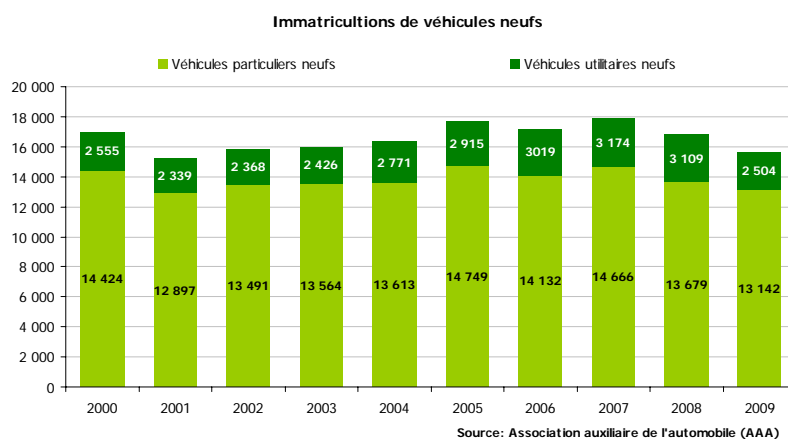
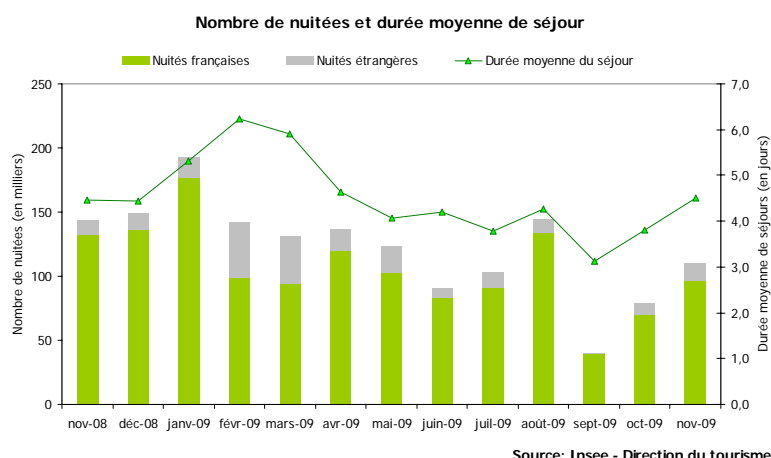
Pour aider les professionnels à faire face aux difficultés auxquelles ils sont confrontés le conseil interministériel de l'Outre-mer du 6 novembre 2009 a décidé de mettre en place un Comité d'accompagnement des entreprises du Tourisme (CADET). Le comité doit permettre de renforcer la Médiation du crédit pour les entreprises du secteur touristique aux Antilles qui font face à des difficultés de financement. Le premier comité s'est tenu le 27 janvier 2010 à l'IEDOM réunissant des représentants de l'hôtellerie, de la restauration, et d'autres professionnels du secteur en présence du représentant du SGAR, du TPG, du Délégué Régional du Tourisme et de la CGSS.

Commerce automobile : morosité de l'activité malgré un sursaut en fin d'année.

L'évolution des immatriculations de véhicules neufs témoigne d'une diminution du courant d'affaires dans le secteur en lien avec le ralentissement économique et la baisse de la consommation. Les dispositifs de soutien à la vente de véhicules automobiles (primes à la casse) ont eu un effet positif en fin d'année.

En 2009, 15 646 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 16 788 en 2008, soit -6,8 % sur un an. Dans le détail, les ventes de véhicules particuliers neufs (VPN) se replient de -3,9 % sur un an (contre + 10,7 % en Métropole) tandis que les ventes de véhicules utilitaires neufs (VUN) diminuent de -19,5 % sur un an. Les marques étrangères continuent d'être les plus appréciées des particuliers (57,9 % de part de marché). De même, les véhicules particuliers roulant au gasoil sont les plus vendus (60% des véhicules).

Le mois de décembre aura été favorable pour le secteur automobile grâce aux différentes promotions affichées par les concessionnaires et la perspective de la diminution de la prime à la casse² en janvier 2010. A fin décembre 2009, 2 686 véhicules neufs (2 329 VPN et 357 VUN) ont été immatriculés soit +61,9 % par rapport à décembre 2008. Le secteur n'avait pas enregistré un résultat comparable depuis décembre 2000, où 2 788 véhicules neufs avaient été immatriculés.



¹ Selon l'association du transport aérien international (Iata), 2009 fut la pire année du transport aérien international.

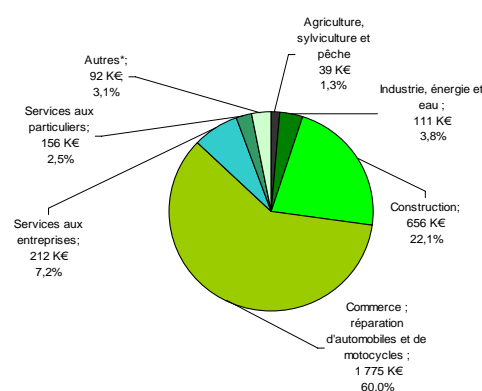
² En 2010, le montant de la prime à la casse diminue progressivement. Au 1^{er} janvier, la prime a atteint 700 euros contre 1 000 euros auparavant et au 1^{er} juillet 2010, elle passera à 500 euros jusqu'à la fin du dispositif au 31 décembre.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Incidents de paiement sur effets de commerce : diminution en nombre et en montant au dernier trimestre 2009

Au 31 décembre 2009, l'IEDOM recensait 425 incidents de paiement sur effets de commerce, contre 510 au 30 septembre. Le montant total correspondant est en diminution de 12,8 % et s'établit à 3 millions d'euros. Toutefois, la valeur unitaire moyenne des impayés sur effets de commerce s'accroît sur le trimestre et passe de 6 765 euros à 7 082 euros (+ 4,7 %). Dans le détail, les secteurs enregistrant une baisse trimestrielle significative sont : l'activité immobilière (- 97,7 %), l'hébergement-restauration (- 79,7 %), les services aux particuliers (- 52,8 %), l'industrie énergie eau (- 50,9 %) et l'agriculture (- 47,3 %), le secteur de la construction connaissant une baisse marginale (- 2,9 %). A l'inverse, les entreprises du commerce, secteur le plus vulnérable (60 % du total), concentrent un montant d'incidents de paiement sur effets de 1,77 million d'euros (+ 17,9 % sur le trimestre). Parallèlement, la vulnérabilité des entreprises de transport et entreposage et des services à la personne s'accroît, les impayés sur effets progressant respectivement de 379,7 % et 54,1 % entre septembre et décembre 2009.

Répartition sectorielle des incidents de paiement sur effets au quatrième trimestre 2009



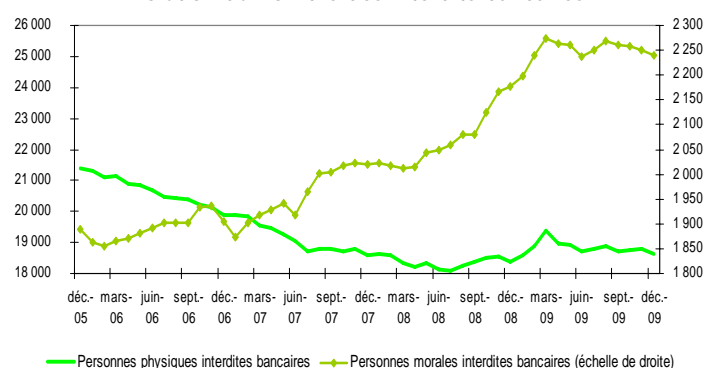
Source : Iédom

Vulnérabilité financière: faible évolution trimestrielle des incidents de paiement, mais nette augmentation des retraits de cartes bancaires

Le nombre d'incidents de paiement sur chèques progresse de 0,4 % sur trois mois et de 3 % sur un an. A 18 627 et 2 239, le nombre de personnes physiques et de personnes morales en interdiction bancaire connaît une évolution similaire sur un an (respectivement + 1,3 % et + 2,9 %), en dépit d'un recul sur le trimestre (- 0,4 % et - 1 %).

En revanche, les établissements de crédit ont recensé 1 116 retraits de cartes bancaires entre septembre et décembre 2009, ce qui constitue un niveau historiquement élevé. Ce chiffre est en hausse de 11 % sur le trimestre et de 26,5 % sur l'année.

Evolution du nombre des interdicts bancaires



Source : Iédom

ACTUALITE REGIONALE

AFD : bilan de l'année 2009

En 2009, l'AFD Martinique a engagé 42,5 millions d'euros pour l'accompagnement des politiques publiques, notamment dans le cadre de son activité de financement et de son engagement en faveur du développement durable. Pour le programme « énergie et environnement », la CACEM a été financée à hauteur de 16M€ pour la réhabilitation de la décharge « La Trompeuse ». La ville de Fort de France a reçu un appui financier de 4M€ pour réaliser ses investissements budgétaires, notamment les travaux de réhabilitation des écoles et de sécurisation rendus nécessaires après les intempéries de mai 2009. Le département a obtenu un financement de 5M€ pour la finalisation de différents travaux publics (ports, collèges, transports maritimes et terrestres). Pour la mise en place d'un système d'information sanitaire de prise en charge des patients commun aux établissements publics et privés à l'échelle régionale, 8M€ ont été alloués au Groupement de Coopération Sanitaire. Le Centre de Secours et d'Incendie de Fort de France a disposé d'un financement de 2M€ pour sa reconstruction. Le montant restant a été dévolu aux communes et aux établissements de santé de proximité pour les accompagner dans le financement de leurs investissements inscrits au budget de l'année ainsi qu'au préfinancement des subventions européennes.

Visite du Ministre de l'Education Nationale

Les 27, 28 et 29 janvier dernier, le Ministre de l'Education Nationale et Porte Parole du gouvernement s'est rendu en Martinique pour présenter la réforme du lycée qui sera mise en place à la rentrée 2010/2011 (accompagnement personnalisé, orientation progressive et renforcement des langues). Il a rencontré les Présidents des Collectivités, le Maire de Fort de France, et visité plusieurs établissements scolaires.

Visite du Président de la République

Le président Nicolas Sarkozy devrait se rendre les 17 et 18 février prochains à Port-au-Prince, à la Martinique et en Guyane.

Visite du secrétaire d'État à la Justice

Le secrétaire d'Etat à la Justice, Jean-Marie Bockel s'est rendu à la Martinique le 9 février, pour être à l'écoute des doléances des professionnels de la justice, suite à la réforme de la carte judiciaire.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2009	122,0	+0,5 %	+0,6 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- décembre 2009 - décembre 2009	39 531 24,3 %	-1,0%	+12,7 % +2,7 points
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- décembre 2009	14 405	+1,0 %	+18,8 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2009	28 430	+1,1 %	+2,2 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- décembre 2009 -décembre 2009	224,9 31,1 13,8 %	+35,5% +129,7 %	-2,5 % +1,7 % +0,6 point
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- décembre 2009 - décembre 2009	383 459,8	+46,1 %	-1,2 % -7,1 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Banane (source : DRCCRF)	Expéditions de bananes (tonnes)	- octobre 2009 - cumul annuel	20 205 146 458	ns	+41,1% +24,4%
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- décembre 2009 - cumul annuel	135 212 1 495 209	+26,9 %	-0,6 % -4,9 %
Trafic Maritime (source : Dircilec)	Nombre de croisiéristes	- décembre 2009 - cumul annuel	16 286 61 046	+19,0 %	-17,1% -30,2%
Construction (source: Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2009 - cumul annuel	15 826 200 774	-11,4 %	-23,0% -23,8%

Inflation à fin décembre 2009

L'indice des **prix à la consommation** progresse à un rythme plus faible qu'en métropole (+0,6 % contre +0,9 %). Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont relativement stables (+0,3 % et +0,1 % respectivement), alors que ceux de l'énergie ont reflué de -4,9 % sur un an. Seuls les prix des services sont orientés plus nettement à la hausse (+1,5 % dont +2,6 % pour les loyers et services rattachés).

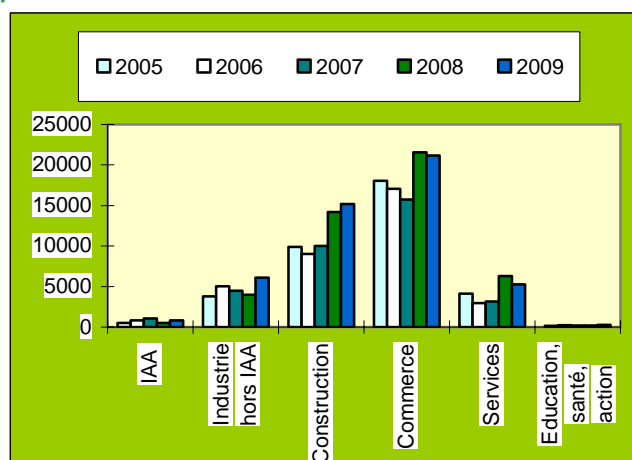
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Des incidents de paiement sur effets en hausse, surtout pour des contestations de créances

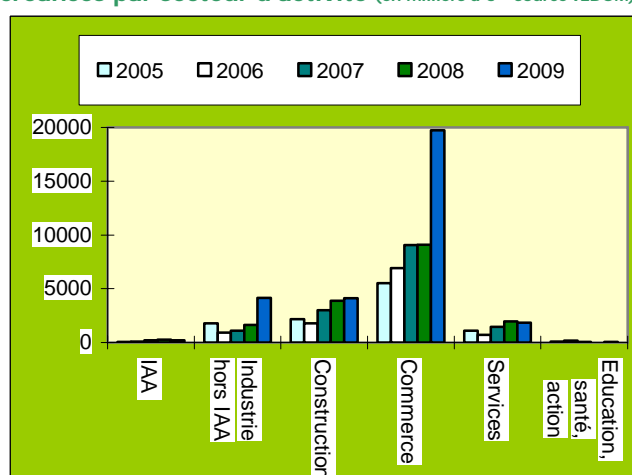
En cumul sur l'année 2009, 11 112 impayés sur effets ont été recensés à la Centrale des Incidents de Paiement sur Effets (CIPE) de la Banque de France, soit une progression de 12,1 % par rapport au cumul 2008. La progression en valeur de l'ensemble des incidents est de 24 %, pour un montant de 78,9 millions d'€, augmentant ainsi de 10,6 % la valeur moyenne par incident de paiement qui passe de 6 419 € à 7 101 € en 2009. 1 894 débiteurs sont concernés par ces déclarations contre 1 878 un an auparavant, soit une augmentation de 0,9 %. Sur ces 78,9 millions d'€ déclarés, il convient de différencier les contestations de créances (30,1 millions d'€, soit + 79 %) des incapacités de payer (48,8 millions d'€, soit + 4,3 %). Ces évolutions révèlent outre une réelle insuffisance de provisions, une nouvelle tendance à contester les créances, ce type de déclarations n'oscillant qu'entre 10 et 16 millions d'€ depuis 2003.

L'analyse des incidents de paiement par activité économique montre la prédominance du secteur du commerce qui totalise près de la moitié des déclarations. Pour ce secteur, les contestations de créances déclarées en valeur a plus que doublé entre 2008 et 2009 (+ 116,8 %) tandis que les incapacités de payer diminuent de 1,8 %. Le secteur des industries manufacturières enregistre également une forte croissance des contestations de créances (+ 153,4 %) alors que les incapacités de payer progressent de 52,4 %. Des variations moindres caractérisent le secteur du BTP qui évolue respectivement de 6,4 % et 6,9 %. A l'inverse, le secteur des services enregistre un repli respectif de - 5,7 % et - 16,7 %. Enfin, pour le secteur de l'industrie agroalimentaire, les contestations de créances diminuent de 13,7 % alors que les incapacités de payer enregistrent une augmentation de 58,6 %.

Incidents de paiement pour incapacité de payer par secteur d'activité (en milliers d'€ – source IEDOM)



Incidents de paiement pour contestation de créances par secteur d'activité (en milliers d'€ – source IEDOM)



BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-décembre 2009 Métropole et DOM – décembre 2009	123,0	+ 0,3 %	+1,4 % + 0,9 %
RMI (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – décembre 2009 Cumul des prestations versées (millions d'€)	60 744 406,4	- 5,0 %	- 4,9 % - 1,2 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – novembre 2009 (en cumul - millions d'€) Exportations – novembre 2009 (en cumul - millions d'€) Taux de couverture	3 789 225 5,9 %	- - -	- 7,8 % - 5,3 % + 0,2 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : décembre 2009	101 182	+ 0,3 %	+ 24,0 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) septembre Cumul 2009	320 565 2 907 438	- 13,0 % -	- 1,4 % - 10,9 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds décembre 2009 Cumul 2009	185 625 1 823 271	+ 26,4 % -	+ 12,4 % + 6,4 %
Construction (CERBTP)	Importations de ciment – (millions d'euros) – décembre 2009 Cumul depuis le 1 ^{er} janvier 2009 Effectifs salariés du BTP à fin décembre 2009	0,83 25,1 17 730	- 79,1 - - 3,9 %	- 80,8 % - 30,2 % - 22,1 %

Visite du Président, Nicolas Sarkozy, à la Réunion

Le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, accompagné de Marie-Luce Penchard et de Chantal Jouanno, respectivement ministre de l'Outre-mer et secrétaire d'Etat à l'Ecologie, est venu sur l'île les 18 et 19 janvier 2010. Le développement durable et l'autonomie énergétique, avec notamment le programme Gerri (Grenelle de l'Environnement à la Réunion-Réussir l'Innovation), ont été les points forts du voyage. Un accord signé notamment avec Renault et EDF, fera de la Réunion un département pilote en termes d'utilisation et de recherche dans les domaines des véhicules électriques (Protocole Vert : Véhicules électriques pour une Réunion Technologique), de l'énergie thermique des mers et de la climatisation marine. Ces projets, prioritaires, bénéficieront des retombées du grand emprunt national (22 milliards pour 2010).

Par ailleurs, le renforcement de l'enseignement médical se concrétisera par la création d'un CHU (Centre Hospitalier Universitaire). D'ores et déjà, le numerus clausus est passé de 58 à 70 étudiants pour 2010.

Le grand emprunt qui prévoit le déploiement du très haut débit sur le territoire national, permettra aussi le désenclavement numérique de l'île. Il est envisagé une baisse de prix en liaison avec une concurrence plus grande.

Changement de Préfet à la Préfecture de Saint-Denis

Agé de 55 ans, M. Michel Lalande, actuellement préfet de la Saône et Loire, a été nommé, le 20 janvier 2010, préfet de la Réunion et arrivera sur l'île le 15 février. Il succède à M. Pierre-Henry Maccioni en poste depuis le 19 juillet 2006 qui prendra les fonctions de préfet du Val-d'Oise.

3 500 logements sociaux prévus pour 2010 dont 2 900 en VEFA

Grâce au nouveau dispositif en faveur de la défiscalisation du logement social défini dans la « Loi d'Orientation et de Développement Economique pour l'Outre Mer » (LODEOM), les programmes des opérateurs sociaux ont pris de l'ampleur notamment dans le cadre des VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement). Il s'agit de racheter des projets de logements auprès de promoteurs privés qui les destinaient initialement au marché du logement libre. Ces programmes sont réorientés en logements sociaux au profit des familles réunionnaises, par l'intermédiaire des organismes de logements sociaux. Selon l'ARMOS (association réunionnaise des maîtres d'ouvrages sociaux), sur les 5 300 logements sociaux en projet sur 2010, 2 900 concernent des VEFA.

Pour sa part, la Société Immobilière du Département de la Réunion (SIDR) s'est engagée dans un plan de relance exceptionnel. Elle prévoit d'acquérir plus de 2.180 logements en VEFA auprès de promoteurs privés. Le montant prévisionnel global de l'investissement s'élève à plus de 310 millions d'euros. D'ores et déjà, 742 logements ont reçu l'agrément des services fiscaux au 31 décembre 2009, les chantiers pourront ainsi débuter en ce début d'année 2010. La poursuite du programme sera mise en place dès le début 2010 par trois tranches de 450 à 500 logements chacune.

Parallèlement, la Société d'Habitation à Loyer Modéré de la Réunion (SHLMR) connaît elle aussi, un très fort développement. Elle a conclu, en 2009, un accord-cadre avec CBo Territoria pour la réalisation de 1 200 logements sociaux pour un volume d'activités prévisionnel de 175 millions d'euros. Les premiers logements sortiront de terre dès le début 2010. Elle prévoit, en plus de cet accord-cadre qui s'étale sur 4 ans, d'acquérir en 2010 et 2011 environ 1 900 VEFA, soit un total de 3 100 VEFA. En 2010, sur les 2 000 logements programmés, la moitié concerne des VEFA.

ACTIVITES FINANCIERES ET BANCAIRES

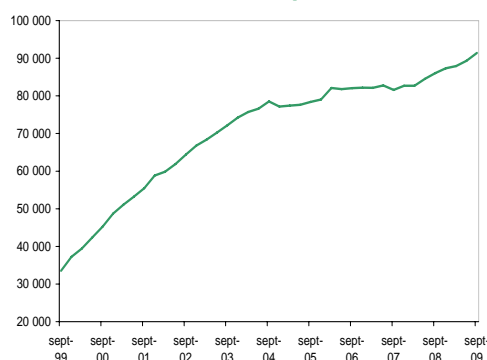
Le dispositif des PTZ pour l'accession à la propriété est prorogé jusqu'en 2012

Le dispositif du prêt à taux zéro (PTZ), institué par la loi de finances d'octobre 1995, permettant l'accession à la première propriété de ménages à revenus modestes, a pris fin au 31 décembre 2009. L'article 90 de la loi de Finances pour 2010 a prorogé ce dispositif jusqu'en 2012.

Toutefois, le principe du doublement de l'enveloppe du prêt pour l'achat ou la construction de logements neufs, mis en place depuis novembre 2009 dans le cadre du plan de relance, n'a été maintenu que jusqu'au 30 juin 2010.

Au 30 septembre 2009, l'encours des PTZ s'élevait à la Réunion à 97,4 millions d'€ et constitue à cette date 2,2 % du total des crédits à l'habitat du département, contre 3,2 % au 30 septembre 2004. L'encours de ce produit enregistre une croissance annuelle supérieure à celle de l'année dernière (+ 6,2 % sept 09 contre + 5,5 % sept 08) mais beaucoup moins qu'en 2003 (+ 12,1 %). Pour les banques, ce produit nécessite une mise en place très encadrée qui n'incite pas à son développement.

Encours de crédits des prêts à taux zéro



Et les PTZ pour soutenir les très petites entreprises s'implantent.

Dans le cadre du plan CORAIL, l'Etat, la Caisse de dépôt et de consignation et la Région ont mis en place depuis le 21 septembre 2009, un fonds spécial à taux zéro (PTZ) destiné à soutenir l'activité des très petites entreprises (TPE) réunionnaises. Ce fonds spécial, de 1,4 million d'euros dont 200.000 euros apportés par la Région, a pour vocation d'accorder des prêts d'honneur à des entreprises connaissant un événement accidentel de trésorerie, indépendant de la volonté du chef d'entreprise, et lié à la conjoncture particulièrement difficile.

Le montant du prêt, de 25.000 euros maximum, est remboursable en 12 mois ou en 5 ans. L'association Réunion Entreprendre s'occupe de la mise en œuvre et de la gestion des PTZ tandis que l'expertise financière est confiée à des experts comptables, chargés de vérifier que l'entreprise est réellement confrontée à des difficultés conjoncturelles liées à la crise. Au 26 janvier 2010, 30 crédits ont été accordés pour un montant total engagé de 663 000 € et 20 dossiers sont en cours d'instruction.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

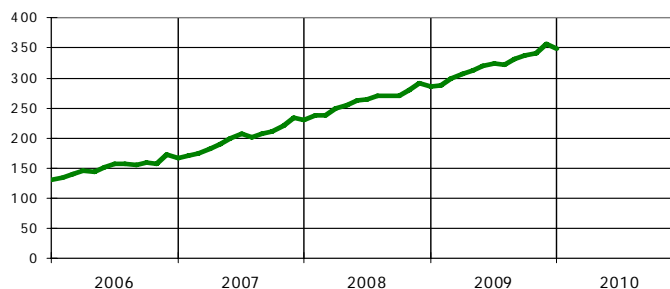
Les émissions nettes

Après avoir atteint 356 millions d'euros à fin 2009 à Mayotte (soit une augmentation supérieure à 22 % en glissement annuel), les émissions nettes de **billets** affichent un léger recul au 31 janvier 2010, repassant sous la barre des 350 millions d'euros. Cette contraction tant en volume (-2 % sur 1 mois) qu'en valeur (-4,7 %) est conforme à la tendance observée ces 4 dernières années : en décembre, l'activité commerciale intense accroît les besoins en numéraire, tirant les volumes prélevés vers le haut. L'accalmie de janvier génère des reversements qui contractent la masse monétaire fiduciaire théorique en circulation sur le territoire.

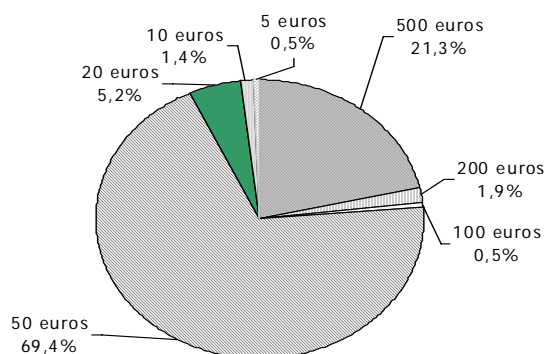
Après avoir culminé à 2,7 millions d'euros en avril 2009, puis sensiblement décliné par la suite, l'émission nette des **monnaies métalliques** s'établit à 2,5 millions d'euros au 31 janvier 2010 pour un nombre de coupures en circulation de 19,5 millions. La répartition des coupures laisse toujours une large part aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent près de 79 % des pièces émises en nombre... pour 14 % de la valeur.

Émissions nettes cumulées de billets au 31 janvier 2010

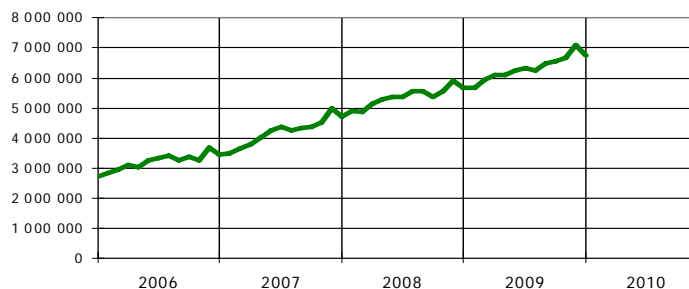
en millions d'Euros



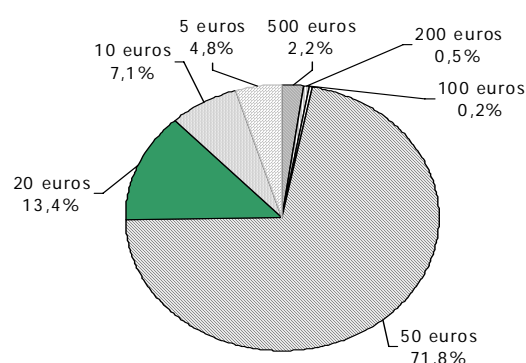
Répartition des billets en valeur



en nombre

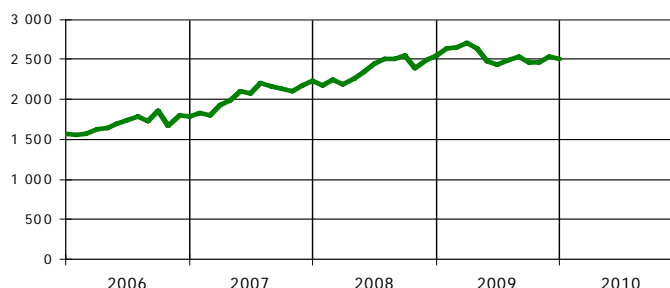


Répartition des billets en volume

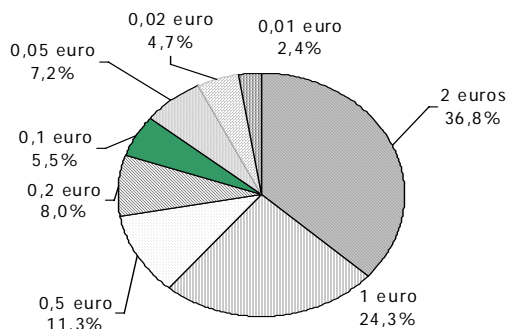


Émissions nettes cumulées de pièces au 31 janvier 2010

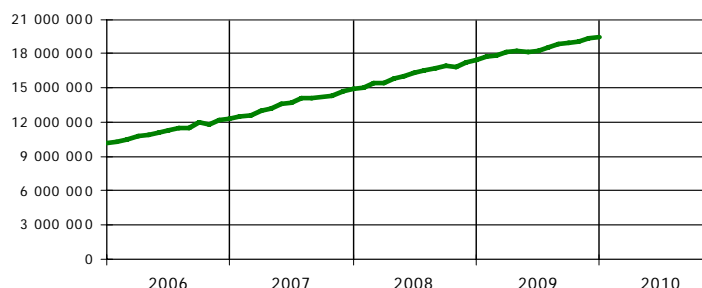
en milliers d'Euros



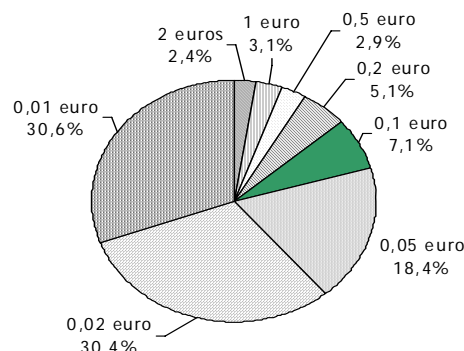
Répartition des pièces en valeur



en nombre



Répartition des pièces en volume



BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Visite du Président de la République à Mayotte

Le Président de la République, M. Nicolas Sarkozy, s'est rendu à Mayotte le 18 janvier, accompagné du Secrétaire d'Etat à l'Outre-mer et de la Secrétaire d'Etat chargée de l'écologie. Près de 19 000 personnes se sont déplacées à Mamoudzou pour l'occasion. L'un des temps forts du discours prononcé par le chef de l'Etat a concerné la réalisation de plusieurs projets importants au rang desquels on peut citer la construction de la piste longue permettant des vols directs à destination de la métropole, l'édification d'un nouveau centre de rétention administrative à Pamandzi, l'arrivée du haut débit, l'installation de 10 chaînes de la TNT avant 2011 ou encore la création d'une antenne universitaire de niveau bac+2 dès la rentrée 2011.

Publication au JO du décret portant création du parc marin de Mayotte

Le décret n° 2010-71 du 18 janvier 2010 portant création du parc naturel marin de Mayotte a été publié au journal officiel du 21 janvier. Ce décret, signé par Nicolas Sarkozy, lors de sa visite à Longoni, consacre l'existence d'un parc naturel de plus de 69 000 km² dénommé « parc naturel marin de Mayotte » dans les eaux bordant l'île. Le conseil de gestion du parc sera composé de 31 membres, nommés par le préfet et le représentant de l'Etat en mer. Ce conseil regroupera des représentants de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des représentants des organisations professionnelles, d'associations d'usagers et de protection de l'environnement ainsi que des experts en relation avec le domaine. Outre la mission d'assurer le développement de la filière aquacole et de la pêche professionnelle, le parc marin assurera également la promotion de la biodiversité, la valorisation des savoirs traditionnels et la protection du patrimoine naturel.

Une ligne directe entre Paris et Dzaoudzi prévue pour 2011

Gérard Ethève, Président du Directoire et Directeur général d'Air Austral, a annoncé que l'ouverture d'une ligne directe Dzaoudzi-Paris était à l'étude par sa compagnie. Air Austral, en concertation avec les équipes de Boeing, aurait identifié un gros porteur susceptible de décoller à pleine charge de la piste existante de l'aéroport de Dzaoudzi. Cette solution permettrait d'envisager quelques vols directs, en attendant la construction de la piste longue. Toutefois, la réalisation de ce projet serait subordonnée à l'éligibilité de l'acquisition de l'aéronef au régime de la défiscalisation ainsi qu'à la réalisation de quelques aménagements techniques sur la piste actuelle.

Visite du Président national du Comité des pêches et des élevages marins

Pierre-Georges Dachicourt, Président du Comité national des pêches et des élevages marins (CNPMM) a effectué une visite de trois jours à Mayotte. M. Dachicourt a incité les acteurs locaux du secteur à se regrouper au sein d'un comité régional de plein exercice pour mieux défendre leurs intérêts. Cette visite a permis de prendre acte des progrès accomplis pour permettre la mise aux normes des navires et des équipements, ainsi que des procédés de transformation du produit et de leur commercialisation. En revanche, la problématique des droits et de la protection des pêcheurs reste entière à Mayotte. En effet, le régime de sécurité sociale des pêcheurs est assuré en France par l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM), qui n'existe toujours pas dans l'île.

Etude sur les bassins d'alimentation de captage

M. Arnaud Malard, hydrogéologue au Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), a réalisé une étude sur les bassins d'alimentation de captage à Mayotte. Cette étude est destinée à définir les périmètres de protection des ouvrages d'eau de Mayotte dans le but de préserver la ressource de la pollution. En effet, ces ouvrages ne possèdent pas encore de périmètre de protection pourtant prévu au titre de la loi sur l'eau de 1992.

Inauguration du 2^{ème} quai du port de Longoni

Le 2^{ème} quai du port de Longoni a été inauguré le 8 janvier en présence de nombreuses personnalités. Ce quai de 233 mètres et de 14 mètres de tirant d'eau dispose de 12 hectares d'espace de stockage de conteneurs. Il permet d'éviter les transbordements dans des ports de la zone. A cette occasion, le Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Mayotte a annoncé l'ouverture d'une desserte directe et régulière du port de Longoni par la compagnie CMA-CGM.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	déc.-09	109,5	0,0%	0,9%	
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi	sept.-09	10 626	9,9%	-	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	mensuelles	sept.-09	31 430	-53,2%	-17,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-09	270 643 186	-	-6,2%
	Exportations (milliers d'euros)	mensuelles	sept.-09	295	-41,6%	-17,3%
		cumulées	sept.-09	3 924 385	-	-6,2%
	Taux de couverture en valeur	mensuels	sept.-09	0,94%	0,19 pt	-0,19 pt
	cumulés	sept.-09	1,45%	-0,07 pt	0,04 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	nov.-09	393	-11,9%	33,2%
		cumulés	nov.-09	4 354	-	13,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	nov.-09	22 527	-2,5%	45,9%
		cumulés	nov.-09	231 199	-	3,3%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	nov.-09	0,0	-100,0%	-100,0%
	cumulés	nov.-09	326,5	-	-3,4%	
Trafic maritime de marchandises (Source : Douanes)	Mouvements de navires ⁽¹⁾	mensuels	sept.-09	44	-18,5%	0,0%
	(Port de Longoni uniquement)	cumulés	sept.-09	427	-	33,4%
	Tonnage débarqué ⁽²⁾ (hydrocarbures compris)	mensuels	déc.-08	21 314	-36,1%	-31,4%
	cumulés	déc.-08	350 794	-	3,1%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-09	16 055	62,6%	-52,6%
		cumulées	sept.-09	74 404	-	-25,4%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-09	35 324	0,8%	5,2%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	déc.-09	19 369	3,2%	38,9%
		cumulées	déc.-09	219 622	-	16,6%
Ylang-ylang (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en tonnes)	mensuels	sept.-09	0,0	-	-100,0%
		cumulés	sept.-09	2,0	-	-57,9%
	- valeur (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-09	0,0	-	-
	cumulées	sept.-09	143,6	-	-66,3%	
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	déc.-09	87	42,6%	13,0%
		cumulés	déc.-09	870	-	-34,1%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	déc.-09	18	-28,0%	-21,7%
		cumulés	déc.-09	191	-	-28,7%
Vanille (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en kg)	mensuels	sept.-09	0,0	-	-
		cumulés	sept.-09	0,0	-	-
	- valeur (en euros)	mensuelles	sept.-09	0,0	-	-
		cumulées	sept.-09	0,0	-	-

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR janvier 2010			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3564%	0,3585%	0,3476%	0,3462%	0,4380%	0,6810%	0,9780%	1,2330%

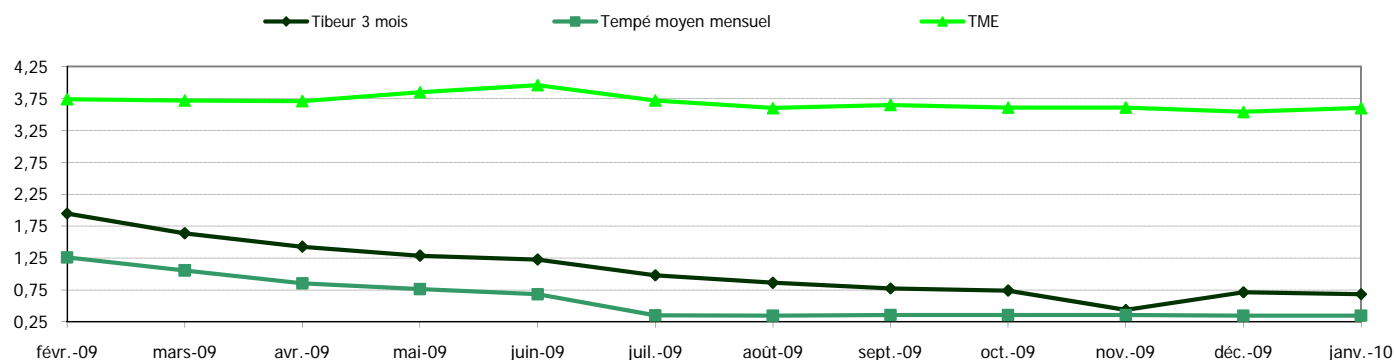
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
3,61%	3,61%	3,54%	3,60%	3,81%	3,81%	3,74%	3,80%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,57%			
Prêts à taux variable		5,92%			
Prêts relais		6,40%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,45%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,71%	Découverts en compte (1)		13,21%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,88%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

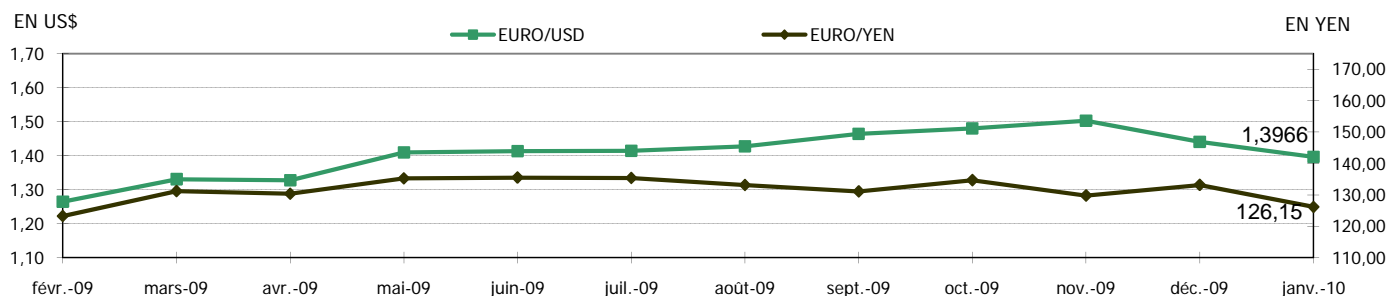
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3966	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,5704	EURO/SRD (Surinam)	3,83390
EURO/JPY (Japon)	126,1500	EURO/BWP (Botswana)	9,51430	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,50010
EURO/CAD (Canada)	1,4924	EURO/SCR (Seychelles)	15,8061	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,3999
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,86660	EURO/MUR (Maurice)	42,4401	EURO/BBD (La Barbade)	2,79340
EURO/SGD (Singapour)	1,9609	EURO/BRL (Brésil)	2,6006	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,88300
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,8470	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,60070	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2985,44	EURO/XCD (Dominique)	3,7711	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK